

## AUDITIONNÉ PAR L'ASSEMBLÉE

## L'ambassadeur, le

**A la suite des manifestations qui sont intervenues en Algérie du 7 au 11 janvier 2011, M. Xavier Driencourt, l'ambassadeur de France à Alger, a été soumis à un exercice ardu à travers son audition par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française.**

### Substance générale de l'audition

L'audition de l'ambassadeur de France à Alger comporte, imbriquées les unes aux autres, la description sommaire des événements (durée, forme, cibles visées, slogans scandés, conduite des pouvoirs publics et bilan) suivie d'une analyse sommaire (causes des émeutes, interprétation des slogans, impact sur la société civile et la société politique).

L'ambassadeur de France a été, naturellement, invité par les membres de la Commission des affaires étrangères qui l'avaient requis, à dresser un état des lieux plus général de la situation en Algérie et à proposer une évaluation des menaces qui pèseraient et sur le régime algérien et sur les intérêts français.

### La description des émeutes du mois de janvier 2011 par M. Driencourt

L'ambassadeur insiste sur «le caractère spontané, soudain et bref» des manifestations qui, parties de la capitale, se sont étendues à l'ensemble des villes, grandes et moyennes, du pays. M. Driencourt note que, dans la capitale, les manifestations ont touché «certains quartiers précis (Belcourt, Bab-El-Oued ou, encore, El-Biar)». Les jeunes manifestants, affirme l'ambassadeur, de «jeunes garçons âgés de 14 à 18 ans», se sont déplacés d'«un lieu à l'autre de manière très concentrée» avec une rapidité qui renvoie, selon M. Driencourt, à un «vol de saute-relles» (!).

L'ambassadeur français, minimisant l'importance des manifestations, relève, avec insistance, que les classes moyennes n'y ont pas participé. M. Driencourt estime, à cet effet, que son appréciation est confortée par le fait que «le samedi 8 et le dimanche 9 janvier, les rues étaient désertes».

L'ambassadeur de France à Alger affirme, par ailleurs, que ce sont des «cibles symboliques» qui ont été visées : «bijouteries, magasins d'articles de sport, magasins de téléphonie et garages, y compris Renault et Peugeot».

M. Driencourt note que les pouvoirs publics ont réagi, face à la situation, par «une tactique policière d'une grande retenue». Il crédite, d'ailleurs, la police algérienne d'«une expérience bien supérieure à celle de la police tunisienne». Par contre, il retient que «les autorités politiques sont demeurées silencieuses» à l'exception notable, précise-t-il, du ministre de l'Intérieur, M. Ould Kablia, «très présent dans les médias».

L'ambassadeur français reprend, enfin, à son compte, le bilan officiel des morts et des blessés («6 morts et 863 blessés»).

### L'analyse par M. Driencourt des manifestations du mois de janvier 2011

Evoquant les causes qui seraient à l'origine des manifestations, l'ambassadeur français cite, en premier lieu, le renchérissement du prix des produits de base — sucre, farine

se. A l'origine, l'ambassadeur français à Tunis, M. Pierre Menat, devait, lui aussi, subir la même épreuve. Ayant été, entre-temps, définitivement rappelé de Tunis, le gouvernement français a dispensé son ambassadeur de l'exercice. L'audition de M. Driencourt auprès de la

**Par Mohamed Chafik Mesbah**  
**Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française s'est déroulée le 18 janvier 2011 et son compte-rendu établi sous le n° 29 est disponible en version électronique sur le site Web de cette institution.**



Photos : DR

### Appréciation de la situation générale en Algérie et scénarios d'évolution, selon M. Driencourt

Invité par les députés français, provenant de toutes les sensibilités politiques, à se prononcer sur le potentiel de contestation sociale dans le pays — par delà même les manifestations du mois de janvier 2011 — l'ambassadeur de France à Alger se montre, particulièrement, prudent. Il relève bien que le taux de chômage est élevé, que le manque persistant de logements est lancinant — notamment dans les grands centres urbains — que le poids des dépenses d'alimentation dans les budgets des ménages est important ; bref, il suggère bien que la précarité sociale est installée, mais il n'établit pas, par exemple, de lien de causalité entre la malvie qui s'en suit et le phénomène des harraga, ces innombrables migrants clandestins, postulants potentiels à la mort, qui s'aventurent à traverser, dans des embarcations de fortune, la Méditerranée. C'est au détour d'une phrase que ce phénomène est, subrepticement, évoqué. Celui des immolations par le feu qui avait débuté à la date de l'audition est, totalement, occulté.

M. Driencourt admet, néanmoins, presque à son corps défendant, que l'état des lieux est inquiétant : «Le choc civilisationnel ne fait aucun doute. La population est très jeune.»

Ayant évoqué, en introduction à son exposé, «de graves mouvements sociaux (en Algérie)», M. Driencourt ne semble pas pouvoir considérer ces derniers comme donnée structurelle de la situation en Algérie. Il s'abstient, aussi, de se prononcer sur les scénarios d'évolution de la situation en Algérie. C'est, néanmoins, l'improbabilité d'une explosion populaire comparable à celle de la Tunisie qui transparaît, en filigrane, dans son exposé.

Pour bien marquer la différence de contexte entre l'Algérie et la Tunisie, M. Driencourt évoque, de manière ambiguë, la nature de la gouvernance en Algérie et parle, par ellipses, d'«un système à la fois égalitariste et éclaté dans lequel différents cercles interviennent.» («Contrairement à la Tunisie, rajoute-t-il, où le régime est de nature clanique et même familial» (!)). Il fait l'éloge d'«une presse qui fait preuve d'une étonnante liberté de ton» («la liberté de la presse instaurée voici vingt ans, insiste-t-il, est une réalité» (!)).

Il se livre, enfin, à une analyse où la sociologie se mêle à la psychologie pour affirmer que les classes moyennes ne seront pas réceptives à un vent de révolte car elles auront peur d'un processus violent pouvant déboucher sur le chaos.

### Observations

Sans doute, les autorités politiques françaises doivent-elles disposer de sources d'information complémentaires (services de renseignement, bureau militaire et colonie française en Algérie) pour disposer d'une évaluation plus appropriée de la situation. Car il s'agit, après tout, selon l'avis des plus éminents stratèges français, d'un pays, l'Algérie, qui constitue pour la France «une profondeur stratégique».

et huile —. Il explique que ce renchérissement est dû à des «événements climatiques ces derniers mois» (!). Il ajoute, cependant, que cette hausse est due, aussi, aux mesures prévues par le gouvernement algérien pour avril 2011, «l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée de 17% et une taxe sur les produits intérieurs de 3%».

M. Driencourt évoque, également, pour mémoire, la décision, dont l'application était prévue pour la même date, qui prévoyait de subordonner toutes les transactions commerciales égales ou supérieures à 500 000 DA au paiement par chèque.

Abordant l'aspect macro-économique des choses, l'ambassadeur cite, avec une grande prudence, que la politique économique du gouvernement pourrait avoir été une cause de nuisance : «La politique d'autarcie économique qu'il (le gouvernement algérien) a lancée il y a un an et demi était quelque peu suicidaire.» M. Driencourt aurait dû préciser que ce qui pose problème ce sont moins les fondements de cette politique que les conditions bureaucratiques — et peu réfléchies — de leur mise en œuvre. Autrement, il n'aura fait que répercuter le point de vue intéressé des entreprises françaises.

L'ambassadeur français recense bien, par ailleurs, ce qui constitue les causes réelles des manifestations : «Mal-vie et désœuvrement de la jeunesse.» Il semble les classer en position secondaire.

M. Driencourt ne manque pas de citer l'hypothèse de la manipulation des manifestants — en la liant à la lutte contre l'économie informelle que le gouvernement a voulu engager — mais c'est pour ajouter, aussitôt, qu'il faut aborder cette hypothèse «avec la plus grande prudence».

Pour corroborer son constat sur le caractère limité, bref et, finalement, sans gravité des manifestations, M. Driencourt se livre à l'explication suivante : «Les manifestations en Algérie n'avaient rien à voir avec les émeutes en Tunisie. A preuve, les émeutes n'ont pas duré plus d'une semaine. Elles furent le fait de casseurs motivés par la haus-

se des prix» (!). M. Driencourt ne précise pas si ces propos sont les siens ou ceux du ministre de l'Intérieur algérien !

Précisément, l'ambassadeur de France à Alger évoque, furtivement, les revendications exprimées par les manifestants. Mais c'est pour relever que contrairement aux «manifestants tunisiens dont les revendications ont été, d'emblée, d'ordre politique (...) elles n'ont porté que sur la hausse des prix en Algérie» (!).

M. Driencourt insiste, fortement, sur le caractère circonscrit, au plan de l'impact social, des manifestations en précisant que les classes moyennes n'y ont pas adhéré. Toujours pour expliquer cet impact social limité, l'ambassadeur français se livre à un commentaire qui laisse dubitatif : «A la différence des autres pays touchés par ce malaise "les mouvements sociaux" dans l'Algérie qui vient de traverser 15 ans de terrorisme, la société civile algérienne est peu encline à considérer, positivement, les phénomènes politiques nés dans la rue, de crainte de voir le tissu social se déchirer à nouveau, ouvrant la voie au retour du terrorisme» (!).

Sur le même registre, l'ambassadeur français se fait tranchant en constatant : «Les manifestations n'ont fait l'objet d'aucune tentative de récupération par les partis politiques, ni par les mouvements religieux.» Il croit même enfoncer le clou avec cette précision : «Ali Benhadj, l'un des chefs historiques du Front islamique du salut (FIS), a tenté de se mêler à une manifestation à Alger, mais les jeunes manifestants ne le connaissaient pas !»

Bien que des garages concessionnaires des marques Renault et Peugeot aient été saccagés, l'ambassadeur français récuse l'hypothèse que les intérêts français aient été, explicitement, ciblés. Pour preuve, ajoute-t-il, «des garages Ford et Suzuki (...) ont été victimes de pillages, donc pas uniquement des marques françaises».

M. Driencourt reprend, enfin, le propre bilan du gouvernement algérien : «6 morts et 863 blessés.»